

Économ

EXPANSION AUX GALERIES QUATRE-SAISONS / B3

Chez nous



Radiophonie

Énergie et Cité sous un même toit à l'automne 2003 / Page B4

Recherche

Ottawa s'attaque à l'obésité / Page B9

Asbestos élabore ses premières actions

La Table élargie insiste sur la préservation des infrastructures de Mine Jeffrey

Sylvie Pion
sylvie@netrevolution.com
ASBESTOS

Les infrastructures de la mine Jeffrey d'Asbestos doivent absolument être préservées afin de réagir rapidement à une éventuelle relance de ses opérations.

C'est là un des points majeurs auquel la Table élargie de stratégie et de soutien envers les travailleurs miniers d'Asbestos entend se consacrer dans la foulée des événements qui ont secoué la communauté d'Asbestos il y a un mois lorsque Mine Jeffrey a annoncé qu'elle cessait ses activités.

Dès cette annonce, la mairesse d'Asbestos et préfet de la MRC avait manifesté le souhait de voir la communauté prendre la situation en main et dénicher des solutions pour assister les personnes touchées par la fin des opérations. Elle était alors accompagnée de décideurs locaux qui aujourd'hui s'impliquent au sein de cette nouvelle entité qu'est la Table élargie.

«Nous avons regardé le mandat de la Table qui était de rassembler les intervenants et d'assumer la coordination des plans d'intervention d'une façon continue, avec ce qui se fait déjà. Nous avons trouvé nos axes de travail qui consistent à cerner l'ampleur de la problématique vécue par les travailleurs et leur famille, évaluer les conséquences reliées à la sous-traitance et aux emplois indirects. Nous regardons les me-

sures d'accompagnement pour les travailleurs et leur famille et nous avons fait ressortir la nécessité d'assurer la communication de nos actions. Il sera important de faire connaître les programmes existants pour favoriser les investissements», affirme Mme Moisan-Coulombe.

«Nous avons divisé la Table élargie en un comité exécutif et des comités de travail. La MRC d'Asbestos, le Centre local de développement et la Société d'aide au développement de la collectivité sont appelés à siéger sur le comité exécutif pour apporter un soutien technique et administratif. Nous voulons y inviter Développement des ressources humaines Canada et le ministère des Ressources naturelles», mentionne Mme Moisan-Coulombe.

Prise en charge des travailleurs

Pour ce qui est des comités de travail, ceux-ci sont axés sur les actions, tel le reclassement, pour les travailleurs et les familles et la mise en valeur des stratégies.

«Il y en a un de stratégie commerciale et il y en aura un pour les communications. Les gens peuvent assumer

une partie du travail, mais cela prendra peut-être du personnel de plus pour bien gérer les communications et l'organisation. Cela prend quelqu'un pour gérer cela, voilà pourquoi nous envisageons l'ajout d'une personne-ressource. Nous sommes à l'étape d'élaborer la structure afin qu'elle soit performante

et qu'on ne se dédouble pas. Nous voulons être structurés et aller de l'avant. Il faut voir les responsabilités de chacun et ce qu'il peut apporter. Les bases de la table sont jetées, mais on les peaufine afin qu'elle soit opérante. Avec le recul, on peut dire que ce n'est pas comme il y a 15 ans. On ne minimise

pas les retombées, mais Magnola et la venue de PME, ce n'est pas rien. Ce n'est pas la débandade. Juste dans le parc industriel, cinq bâtiments industriels ont été construits en quatre ans, ce qui représente 110 emplois».

Une autre rencontre de la table élargie est prévue le 11 novembre.



Louise Moisan-Coulombe

Un individu profère des menaces à un médecin

Patrick Mahony
DRUMMONDVILLE

Le ministre de la Justice, Normand Jutras, ainsi qu'un psychiatre disent avoir été la cible de menaces de la part de Jean Lafond, âgé de 39 ans, de Drummondville.

L'homme, qui souffre de troubles psychologiques, se serait présenté au bureau de comté du ministre Jutras lundi matin en demandant de parler au ministre pour régler un différend avec un médecin. Voyant que l'homme tenait des propos incohérents, les employés du bureau de comté ont voulu en savoir davantage sur les intentions de l'homme qui leur a finalement dit vouloir «mettre son poing dans le front du ministre».

Voyant le comportement agressif de l'homme, le personnel lui aurait de-

mandé de quitter les lieux. Mais avant de quitter, l'individu aurait laissé ses coordonnées à une employée pour que le ministre le rappelle en après-midi. En après-midi, un des attachés de presse du ministre aurait joint l'homme par téléphone et c'est lors de cette conversation que Jean Lafond aurait proféré des menaces de mort à l'endroit de son ancien psychiatre.

Les policiers de la Sûreté du Québec de la MRC de Drummond ont été mis au courant de l'affaire et ont aussitôt été cueillir l'individu chez lui. L'homme fait face à un chef d'accusation d'avoir proféré des menaces de mort. Jean Lafond passera quelques jours à Sherbrooke au frais de l'État en attendant de comparaître devant un juge de la Cour supérieure demain. Les deux parties demanderont certainement que l'inculpé subisse un examen psychiatrique avant d'enregistrer un plaidoyer.

Canada

OBLIGATION À PRIME DU CANADA

EMISSION 27 - TAUX ANNUEL COMPOSÉ DE 4,06% APRÈS 5 ANS

rendement garanti

OBLIGATION D'ÉPARGNE DU CANADA

2,00%

AN 1
EMISSION 78

- L'Obligation à prime du Canada est encaissable une fois l'an, à la date anniversaire de l'émission et dans les 30 jours suivants
- L'Obligation d'épargne du Canada est encaissable en tout temps
- Aucuns frais
- Investissement à partir de 100 \$
- Options REER et FERR applicables aux deux titres
- Garantie du gouvernement du Canada
- Placement idéal pour une épargne à l'abri des risques

pour acheter directement, consultez www.oec.gc.ca ou composez 1 888 773-9999.

Nouvelles Obligations d'épargne du Canada achetez vos titres sans tarder.

un excellent mode d'épargne. c'est garanti.

Le ministre des Finances peut mettre fin à la vente des obligations en tout temps. Émission 77 et 78 en vente jusqu'au 1^{er} novembre 2002, sous réserve de modifications sans préavis.

Félicitations

Dans le cadre de la Semaine de la PME 2002, qui se déroulait sous le thème " Vous avez du génie, c'est de l'or en banque ", la Banque de développement du Canada a rendu hommage à quatre de ses clients qui se sont démarqués par leur succès. La BDC est fière d'être associée à la croissance des PME de la région de l'Estrie

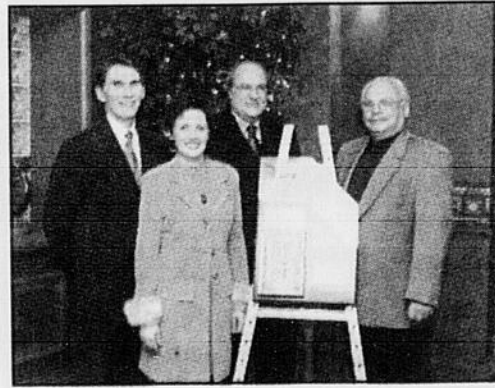


L. P. Royer inc.



De gauche à droite : M. Sylvain Limoges, directeur de succursale à la BDC, M. Yves Royer et Mme Gaétane Roy de L.P. Royer inc. et M. Jean-François Dion, directeur principal. Prêts à la BDC.

Robert et Robert Itée



M. Yves Gagnon de Robert et Robert Itée, Mme Annie Gosselin, directrice principale, Prêts à la BDC, M. Jean Dallaire et M. Réjean Duhamel de Robert et Robert Itée.

Hôtel Chéribourg inc.



M. Patrick Lauzier, directeur de comptes à la BDC, Mme Guylaine Jolin et M. Patrick Lagueux de l'Hôtel Chéribourg inc.

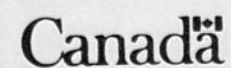
Créations Jade.



M. Mario Thibeault, directeur, Groupe-conseil de la BDC et Mme Jacqueline Maher de Créations Jade.

La BDC offre une gamme complète de services financiers et de services de consultation aux entreprises qui ont pris le parti de l'innovation. Un soutien novateur pour les entreprises novatrices!

À Sherbrooke : (819) 564-5700 1 888 INFO BDC / www.bdc.ca



Banque de développement du Canada
EXCLUSIVEMENT AU SERVICE DES PME

Saveurs écossaises au Temps des cerises

Sylvie Pion
sylvpion@netrevolution.com
DANVILLE

Pour souligner de belle façon ses quinze ans d'existence, le Temps des cerises propose la découverte des couleurs et saveurs de l'Écosse. Pour ce Festival écossais, le restaurant de Danville reçoit le chef Gregor Powell, qui partagera avec les gourmets ses recettes de la région du Perthshire.

Jusqu'au 2 novembre, les gens pourront connaître l'Écosse avec l'élaboration d'un menu thématique. Les années précédentes, la Bretagne et le Val

d'Aoste avaient été mis à l'honneur. «Depuis trois ans, nous recevons un chef étranger et, cette année, c'est notre 15e anniversaire. Étant donné que nous sommes situés dans une église construite par des presbytériens écossais, nous avons retenu le thème de l'Écosse. Nous avons déniché le chef Gregor Powell, qui oeuvre au Cairn Lodge Hotel, à Auchterarder, dans la région du Perthshire. C'est situé pas très loin d'Édimbourg. Nous sommes très chanceux de l'avoir, car c'est une cuisine qui est très différente de la cuisine écossaise canadienne», explique Martine Satre, propriétaire du Temps des cerises.

Le menu concocté comprend des

aliments et plats typiques, dont de l'orge, du saumon sauvage et de l'agneau. «Le Perthshire permettra de découvrir une cuisine authentique, mettant en valeur le saumon sauvage, le boeuf des Highlands, l'agneau, les scotchs et une culture celtique qui a laissé sa marque dans les Cantons-de-l'Est. Il y a le plat traditionnel Haggis, qui est une préparation à base d'abats d'agneau. Traditionnellement, elle était cuite dans une panse de mouton, mais ce n'est plus le cas maintenant. Nous aurons aussi du poisson fumé, dont du maquereau. Ils font des pâtés, des soupes à l'aiglefin. La région du Perthshire est connue pour la chasse et la pêche. Il faut souligner également les desserts. Il y a beau-



La Tribune, Sylvie Pion

Le chef du Temps des cerises, Vincent Montcalm, et la propriétaire, Martine Satre, sont accompagnés de Gregor Powell, un jeune chef arrivant directement d'Écosse.

coup de dattes et de fruits confits», mentionne Mme Satre.

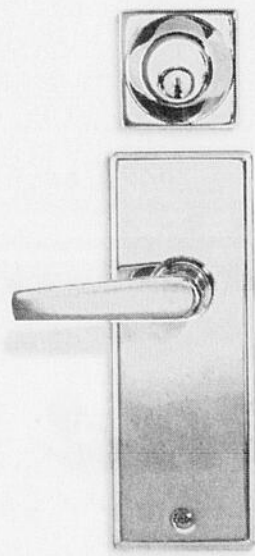
Un calendrier d'activités a été préparé pour ce Festival écossais, et ce, en plus d'un menu thématique offert tous les soirs. Cornemuse et danse du sabre seront au programme. «Pour l'Halloween, nous aurons une soirée de style pub night. Ce sera un souper-concert avec le groupe Oréalis. Il ne s'agit pas de musique traditionnelle, mais de musique actualisée. Le 1er novembre, nous proposons une dégustation de scotchs. Cette soirée sera animée par Martha Taylor Choquette, dont la maman est Écossaise», annonce-t-elle.

Pour organiser cet événement, Le Temps des cerises a reçu l'aide de per-

sonnes de la communauté, qui ont des racines écossaises. Dans le restaurant, les gens peuvent admirer l'exposition de tartans de M. Rod Mac Iver. «Nous sommes allés chercher de l'aide au niveau local et c'est étonnant de voir comment il y a toujours quelqu'un ici qui a une petite touche d'Écosse en lui. Chaque année, c'est très enrichissant comme expérience. Nous avons le souci de donner une image dynamique du restaurant et d'avoir de la formation à domicile. Cette activité bien établie s'insère entre des cours de cuisine qui, depuis leurs débuts en septembre, suscitent l'enthousiasme et font déjà l'objet d'une liste d'attente pour cet hiver», conclut Mme Satre.

Estrie

Les emplois frappent à notre porte



22 800 EMPLOIS
disponibles en Estrie d'ici 2005

Pour en savoir plus, communiquez avec le centre local d'emploi (CLE) le plus près de chez vous ou consultez les perspectives professionnelles 2001-2005 sur notre site Web.

1 888 EMPLOIS (367-5647)
emploi.quebec.net

Emploi Québec

83673

Le public invité à un forum de discussion sur la revitalisation de Richmond

Guy Marchand
RICHMOND

Une autre étape du programme Rues Principales sera présentée le mardi 5 novembre, soit un forum de discussion sur la revitalisation de la ville de Richmond, auquel la population est conviée à compter de 19 h.

Cet événement se déroulera au centre Ste-Famille, situé au 155 de la rue Craig. «Cette soirée se veut l'occasion par excellence pour connaître les critiques et les attentes des citoyens face au développement de Richmond et de son centre-ville», a déclaré Marc-André Nault, chargé de projet pour le programme Rues Principales.

Cette rencontre prendra la forme d'une séance de remue-méninges (brainstorming) et sera animée par les intervenants de Rues Principales, ce qui permettra à tous les participants de contribuer activement à la soirée.

Les responsables du comité Rues Principales comptent sur la participation du public puisque ce forum est essentiel à la réussite de toute la démarche de revitalisation. C'est à partir des résultats obtenus lors de cette soirée que sera élaborée une partie de la stratégie de développement du centre-ville.

Pour plus d'informations relativement à cette soirée ou pour confirmer sa présence, on communique au 826-1025.

FABRICVILLE
VOTRE MÉGA MAGASIN MODE ET DÉCOR MAISON

UNE TOUTE PREMIÈRE!

TOUS LES MOLLETONS ARCTIQUE

- unis • micro
- imprimés • «quilté»
- mélanges • «tie-dyed»
- anti-boulochage lourds
- motifs exclusifs

PLUS DE 30 MOTIFS D'IMPRIMÉS!
PLUS DE 30 COULEURS!

50%
DE RABAIS

SPÉCIAUX D'HALLOWEEN

DERNIÈRE MINUTE
MOLLETON ARCTIQUE NOIR
MOLLETON TIGRÉ

5,00 m

IMPRIMÉS D'HALLOWEEN
SATINS ET ORGANZAS POUR COSTUMES
FILETS ET FILS CROISÉS FANTAISIE

2,99 m

ARTICLES DE COUTURE

- ARTICLES DE COUTURE D'HALLOWEEN
- TOUS LES BOUTONS
- GLISSIÈRES
- FIL COATS "DUAL DUTY PLUS"
- RUBANS DE VELOURS OFFRAY
- FIL À BRODER ANCHOR
- ZIPOPS

INVENTAIRE AU COMPLET
IMPRIMÉS DE NOËL

40%
DE RABAIS

50%
DE RABAIS

TOUS LES VOILES ET DENTELLES EN MAGASIN

- STYLES BRISE-BISE
- JACQUARDS
- MARQUISSETTES
- BRODÉS
- FROISSÉS
- BORDURES CORNELLY

50%
DE RABAIS

GRATUIT Service de Décoration à Domicile (819) 821-2150

DRAPERIES et LITERIE
Faites sur mesure

50% de rabais

Le symbole "Mein cher pour membres" indique les prix membres. Exemples non-représentés. Spéciaux de draperies non-valables pour les commandes à domicile.

50. RUE BURLINGTON
PLACE BROUILLARD (coin King) SHERBROOKE
821-2150

83455

Économie

S&P/TSX Venture 905,51
4,75

S&P/TSX 6294,81
124,56

DOW JONES 8368,94
0,90

DOLLAR 63,99
0,18

OR 31 7,70
2,50

Les Galeries Quatre-Saisons ripostent

Entre 12 et 15 magasins de plus dès l'an prochain pour contrer l'expansion autour du Carrefour

David Bombardier
SHERBROOKE

Les Galeries Quatre-Saisons prennent les grands moyens pour concurrencer l'expansion monstre autour du Carrefour de l'Estrie, son éternel rival. La Corporation de développement Toulon, propriétaire du centre commercial de l'Est de Sherbrooke, exploitera dès l'an prochain quelque 100 000 pieds carrés supplémentaires sur le terrain adjacent aux Galeries, près du Zellers.

Le directeur des Galeries Quatre-Saisons, Pierre Paquette, demeure muet sur les noms des commerces qui éliront domicile dans le complexe nom-

mé «Les Promenades des Galeries Quatre-Saisons». Il affirme à tout le moins que des ententes de principe ont été conclues avec «des bons noms, dont quelques-uns ne sont même pas à Sherbrooke actuellement».

Chose certaine, M. Paquette promet «des surprises». Celles-ci seront dévoilées lors d'une conférence de presse «à la fin novembre ou au début décembre», lorsque tous les contrats auront été signés avec les futurs locataires.

La première pelletée de terre est prévue pour le printemps prochain. Les Promenades seront érigées sur le terrain vacant de 400 000 pieds carrés détenu depuis bon nombre d'années par le groupe Toulon.

Dès la fin de l'été prochain, entre

12 et 15 commerces de 1200 à 25 000 pieds carrés s'ajouteront à ceux des Galeries Quatre-Saisons et chacun devrait avoir une entrée indépendante. On y dénombrera notamment plusieurs restaurants.

M. Paquette soutient qu'aucun nouveau commerce ne concurrencera ceux déjà établis aux Galeries. Il écarte d'emblée l'arrivée d'un Wal-Mart ou d'un supermarché, puisque ces commerces empièteraient sur la clientèle de Zellers et de Provigo.

De nombreux types de commerce sont toutefois absents de ce secteur de la 13e Avenue, situé tout près de l'autoroute 10. Les gens de l'Est bénéficieront-ils enfin d'un magasin de sports, d'une librairie ou d'un magasin de meubles?

Le taux de croissance au Québec devrait surpasser celui du Canada

Marie Tison (PC)
MONTREAL

Après une année exceptionnelle en 2002, le Québec connaîtra une autre bonne performance économique en 2003.

C'est ce qu'a indiqué le Conference Board du Canada dans sa «Note de conjoncture provinciale - Automne 2002», rendue publique hier.

Le Conference Board prévoit que le produit intérieur brut (PIB) du Québec connaîtra une croissance de 4,0 pour cent en 2002, ce qui sera supérieur à la moyenne canadienne prévue de 3,5 pour cent.

L'organisation a noté qu'il y avait eu un nombre record de 100 000 emplois créés au Québec depuis décembre 2001. Elle a également souligné que les mises en chantier de résidences avaient atteint leur plus haut niveau en 10 ans et que la construction non résidentielle était en plein essor.

Si la plupart des secteurs manufacturiers reprennent présentement du poil de la bête au Québec, le ralentissement dans le domaine de l'aéronautique et la fermeture de l'usine de GM à Boisbriand devraient limiter la croissance des exportations à 1,4 pour cent en 2002.

Parmi les provinces canadiennes, seule Terre-Neuve fera mieux que le Québec en 2002 avec une croissance du PIB de 9,7 pour cent, grâce notamment à des gains exceptionnels liés à la production pétrolière d'Hibernia et de Terra Nova.

L'Île-du-Prince-Édouard devrait enregistrer une croissance de 4,0 pour cent en 2002 en raison d'une amélioration au niveau de l'agriculture.

Le Nouveau-Brunswick devrait connaître une croissance de 3,0 pour cent en 2002, notamment grâce à la bonne tenue du secteur de la construction, alors qu'on parle d'une croissance de 3,4 pour cent pour l'Ontario, qui bénéficie de l'optimisme des consommateurs.

Le Québec en 2003

Pour 2003, le Québec glissera sous la moyenne canadienne, avec une croissance du PIB de 3,0 pour cent, contre 3,4 pour cent pour l'ensemble du pays.

Le Conference Board a expliqué que le Québec avait connu une reprise économique précoce comparativement aux autres provinces canadiennes. Si la reprise québécoise s'est fait sentir en 2002, la plupart des autres provinces con-

naîtront la leur en 2003.

Ainsi, l'Alberta mènera la danse avec une croissance de 5,0 pour cent, suivie de la Saskatchewan avec 4,2 pour cent.

L'Ontario suivra avec une croissance du PIB de 3,5 pour cent, notamment grâce à une reprise des exportations. Le Nouveau-Brunswick devrait enregistrer pour sa part une croissance de 3,3 pour cent.



Corporation de développement économique communautaire de Sherbrooke

Dîner-conférence

MISE EN PLACE DES NOUVELLES VILLES ET PARTICIPATION CITOYENNE

avec M. Pierre Laurence, Consultant et formateur en développement social. Consacre son activité à l'étude des villes, à la mise en oeuvre d'approches intégrées de développement durable en milieu urbain et rural en regard de la revitalisation des milieux de vie.

LE VENDREDI 1er NOVEMBRE 2002
De 11 h 30 à 13 h 30

Hôtel Le Président, salle Champlain
3535, rue King Ouest, Sherbrooke

Organisé par

la Corporation de développement économique communautaire de Sherbrooke (CDEC)

Coût : 10 \$

Sur réservation : CDEC de Sherbrooke (819) 563-1600

083009



Venez faire un essai routier. Ou simplement prendre quelques photos.



SHERBROOKE AUTOHAUS

www.sherbrookeautohaus.com

4421, boul. Bourque, Rock Forest (819) 564-AUDI (2834)

83396

ÉCONOMIE SOCIALE

Une thérapie innovatrice et efficace

L'équithérapie, vous connaissez? C'est l'utilisation du cheval à des fins thérapeutiques. C'est également l'approche utilisée par le Centre Galopin pour intervenir auprès de sa clientèle. Cette approche innovatrice est très appréciée par les usagers car elle est à la fois un loisir et une thérapie. Nathalie Monfette, ergothérapeute au Centre de Réadaptation de l'Estrie, reconnaît cet intérêt : «Le contact avec un animal dans un autre contexte que la réadaptation dans le milieu hospitalier, c'est merveilleux!».

Au Centre Galopin, la progression équestre n'est pas un but en soi, mais un moyen d'atteindre l'objectif du plan d'intervention. Le progrès des personnes est donc souvent inconscient, mais très visible. «Il y a des enfants qui ont plafonné dans d'autres thérapies et qui débloquent ici» explique Dominique Gagnon, directrice du Centre. La mission du Centre Galopin? Aider des personnes à résoudre certains problèmes d'ordre social, psychologique ou psychomoteur par le biais d'activités équestres. Les services sont accessibles aux personnes de tous âges mais sont utilisés principalement par des enfants et des adolescents.

Les usagers du centre sont fort bien entourés car tous les intervenants sont qualifiés au niveau de l'intervention et des activités équestres. D'ailleurs, la sécurité est très importante au Centre Galopin : les intervenants travaillent toujours en équipe de 2 ou 3, l'animal est toujours en laisse, le port du casque de sécurité est obligatoire, les chevaux sont choisis en fonction de leur sensibilité envers les enfants en plus de recevoir un entraînement spécialisé.

Si cette entreprise d'économie sociale réussit bien, c'est aussi grâce aux partenaires de Galopin : le CRE, les CLSC, les organismes communautaires, les associations de parents, les classes spécialisées, etc.

J'investis chez nous

Le Centre Galopin utilise le cheval comme outil principal d'intervention et d'éducation.

SERVICES OFFERTS

- suivi psychoéducatif individuel (troubles du comportement, déficit d'attention, manque d'estime de soi, handicap physique, hyperactivité, etc.);
- projets scolaires avec classes spéciales et classes ressource;
- suivi orthopédagogique **NOUVEAU SERVICE**
- initiation à l'équitation avec une approche éducative (s'adresse à une clientèle sans difficulté particulière);
- camps de jour : congé scolaire, pédagogique et période estivale (ratio moyen de 3 participants par intervenante).

Ouvert à l'année, du lundi au samedi, ainsi que les soirs en semaine.

Membre de l'Ordre des conseillers et conseillères en orientation et des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec (reconnu par plusieurs plusieurs compagnies d'assurance).



Centre Galopin

3737, rue Labbé, Rock Forest
TÉLÉPHONE : (819) 563-2727

COMMANDITÉ PAR :



Corporation de développement économique communautaire de Sherbrooke

- Coopérative de services à domicile de l'Estrie
- Coopérative de services aux écrivains de l'Estrie
- Centre Galopin

- Maison Jeunes Est (Boutique La Caserne)
- Récupex (Boutique TAFI)
- Solution budget plus
- Théâtre des petites lanternes

83089

Deux entreprises de la région s'illustrent

Lauréats du programme «Les PME de la Banque Nationale»

SHERBROOKE

Des quatre lauréats provinciaux du Programme de reconnaissance *Les PME de la Banque Nationale*, deux proviennent de la région. Les entreprises La Ferme du Barrage, de Saint-Gérard, et Portes Lemieux, de Windsor se

sont ainsi distinguées dans leurs catégories respectives, soit «PME agricole» et «PME exportatrice».

Mis de l'avant il y a neuf ans, ce programme de reconnaissance vise à récompenser les clients de l'institution financière qui se sont particulièrement démarqués au cours de la dernière année.

La cérémonie de remise des prix s'est dérou-

lée vendredi dernier à Montréal. Ce fut donc une fin de semaine chargée d'émotions pour Portes Lemieux, nommée entreprise de l'année au gala Reconnaissance du Val-Saint-François, samedi.

Honoré par la Banque Nationale, le manufacturier de portes françaises a été choisi parmi une liste de finalistes provinciaux sélectionnés en fonction de leurs récents succès sur les marchés d'exportation.

Ferme du barrage

La Ferme du Barrage s'est pour sa part classée première parmi les lauréats des 11 régions couvertes par la Banque Nationale. L'entreprise agricole spécialisée dans la production laitière et fromagère s'est illustrée en raison de ses produits distribués à plus d'une centaine d'épiceries et de dépanneurs de la région. L'entreprise de Saint-Gérard exploite aussi un restaurant et un bar laitier qui lui permettent de mettre ses produits au menu.

La firme Tressage Boréal, de Delson, a remporté les honneurs dans la catégorie «Petite entreprise» pendant qu'Orthosoft, de Montréal, a obtenu le prix dans la catégorie «PME».

Les quatre entreprises lauréates feront l'objet d'un reportage diffusé le dimanche 1er décembre prochain à TVA dans le cadre de l'émission spéciale «Distinction PME». La Ferme du Barrage est par ailleurs repartie avec une paire de billets d'avion pour Paris, tandis que Portes Lemieux a remporté 5000 \$ en billets d'avion.

Énergie et Cité sous le même toit à l'automne 2003

Luc Larochelle
larochelle@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Les modalités restent à définir mais l'objectif de regrouper sous le même toit les stations radiophoniques Énergie 106,1 et Cité 102,7, lui, est bien arrêté. À moins que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) bloque la transaction commerciale intervenue entre les groupes Astral et TVA, ces changements se feront à l'automne 2003.

La nouvelle directrice générale de ces deux stations radiophoniques, Nathalie Johnson, a rencontré hier pour la première fois le personnel de la station du réseau Rock Détente, qui se retrouve maintenant dans le même camp que celui du réseau Énergie. Mme Johnson partagera son temps entre les studios de l'une, sur le boulevard de Portland, et de l'autre, sur la rue King Ouest.

«Je serai à un endroit l'avant-midi et à l'autre en après-midi jusqu'à ce que notre personnel soit regroupé, probablement à compter de l'automne 2003, si tout se déroule comme prévu», a-t-elle précisé hier.

Les stations radiophoniques sherbrookoises impliquées dans le transfert d'actifs sont toutes trois installées dans des studios relativement neufs, occupant des immeubles avec des baux de location de longue durée.

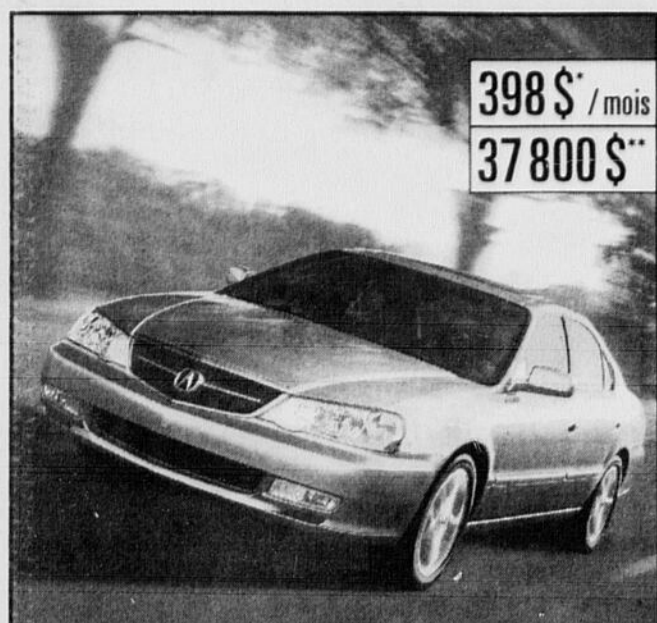
L'édifice auparavant loué par Télé-média, sur le boulevard de Portland, a été spécialement conçu pour les besoins de deux stations de radio. D'un point de vue purement technique, il serait donc logique que les activités d'Énergie 106,1 y soient éventuellement transférées et que CHLT 630, achetée par TVA, soit déplacée ailleurs.

Mais la visibilité qu'offre l'ancien édifice de la Fédération des caisses populaires de l'Estrie, rue King Ouest, a été l'un des principaux facteurs de localisation lorsque les studios de CIMO FM — maintenant appelée Énergie 106,1 — ont déménagé de Magog à Sherbrooke.

Qui partira?

«Qui partira, pour aller où? Cette étude n'a pas encore été effectuée», dit à ce sujet Mme Johnson sans aller plus loin.

Même si la station CHLT 630 est maintenant détachée de la station Rock Détente occupant le même immeuble, le personnel de la rédaction et certains employés spécialisés de la production continueront à effectuer les mêmes tâches qu'avant pour le compte des deux stations jusqu'à la décision du CRTC.



398 \$* / mois
37 800 \$**

Venez profiter de l'Opération ESSAI LIBRE ACURA 2003.

L'Acura 3.2TL

OPÉRATION
ESSAI LIBRE
ACURA 2003

- Incluant :
- V6 VTEC de 225 chevaux
 - coussins gonflables avant et latéraux (SRS)
 - boîte SportShift séquentielle
 - phares haute intensité (HID)
 - sièges chauffants en cuir
 - assistance routière 24 heures Acura
 - chaîne Bose® avec lecteur CD
 - climatiseur et tellement plus...



ACURA VOTRE CONCESSIONNAIRE FIABLE

WWW.ACURA.CA

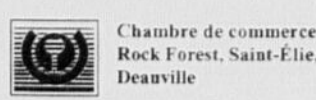
PRECISION ACURA

SHERBROOKE

4900, boul. Bourque ROCK FOREST (819) 564-8909

*Offre de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarif mensuel de location-bail d'une durée de 48 mois établi pour l'Acura 3.2TL (modèle UA566JTT) 2003 neuve. Total des paiements de 25 799 \$. Un acompte de 6 665 \$ et un premier versement sont requis. Option 0 \$ comptant aussi offerte. Le modèle offert peut différer de la photographie. Allocation de 24 000 km par année (franc de 0,15 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation inclus, taxes, immatriculation et assurance en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée.

**P.D.S.E. de 37 800 \$ pour l'Acura 3.2TL (modèle UA566JTT) 2003 neuve. Transport et préparation 950 \$, taxes, immatriculation et assurance en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. *Boue est une marque déposée de Bose Corporation. Le modèle offert peut différer de la photographie. Visitez votre concessionnaire pour plus de détails. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Un acompte pourrait être exigé. Du 1^{er} au 31 octobre 2002.



La CDEC de Sherbrooke et les Chambres de commerce de Fleurimont et de Rock Forest, Saint-Élie, Deauville sont heureuses de vous inviter à participer aux formations suivantes :

SUPERVISION GAGNANTE !

Vous désirez obtenir le maximum de vos troupes !

Ce séminaire donné par M. Claude Ménard vous aidera à motiver vos employés et à faire de vous le patron de demain. Il vous permettra d'améliorer vos relations avec vos employés pour un résultat durable !

Partie 1 : 6 novembre de 9 h à 12 h.

Partie 2 : 19 novembre de 9 h à 12 h.

Date limite d'inscription le 1er novembre

LE SERVICE À LA CLIENTÈLE

Un client satisfait ne vaut rien si vous le laissez ensuite livré à lui-même.

Cette formation donnée par M. Alain Samson vous enseigne à séduire vos clients, à gérer vos clients en colère et à les transformer en ambassadeur.

Partie 1 : 27 novembre de 9 h à 12 h.

Partie 2 : 3 décembre de 9 h à 12 h.

Date limite d'inscription le 22 novembre

Réservez rapidement, le nombre de place est limité à 15 personnes !

Les formations auront lieu à la Direction régionale d'Emploi-Québec, 891, rue Bowen Sud à Sherbrooke—Salle 3.

Grâce au soutien financier d'Emploi-Québec et de Développement économique Canada, nous vous offrons ces formations à peu de frais.



Prix membre : 55 \$
Prix non-membre : 65 \$
Les taxes sont incluses.

Pour vous inscrire, contactez la CDEC au (819) 563-1600.

83906

ICE CAPABLES



Guardex 720 : la magie sur glace de Yokohama !

- Les rainures en zigzag favorisent l'adhérence et la stabilité sur la glace et dans la neige.
- En évacuant mieux l'eau, les microbulles rigides augmentent l'adhérence et la rigidité de la semelle.
- Le composé de silice et de Zeruma améliore la flexibilité de la surface de la semelle à basse température et permet au pneu de mieux coller à la route.
- Quatre rainures principales et des blocs en « N » améliorent l'adhérence latérale.

YOKOHAMA
GUARDEX 720



LES PNEUS

Robert Bernard

Freins - Suspension



LE PLUS GROS MARCHAND DE PNEUS AU SUD DU SAINT-LAURENT
www.robertbernard.com

585, ROUTE 220, SAINT-ÉLIE D'ORFORD • (819) 564-1636 • 1 800 663-6172

• Granby • Saint-Paul d'Abbotsford • Saint-Élie d'Orford • Boucherville • Chambly
• Saint-Jean-sur-Richelieu • Papineauville • Saint-Côme-de-Beauce • Saint-Georges-de-Beauce
NOUVEAU ! Courtemanche & Frère à Saint-Hyacinthe

SECOURS-AMITIÉ ESTRIE

Besoin d'être écouté ? Quelqu'un est là pour toi !

Anonyme et confidentiel

564-2323
1-800-667-3841

Une lueur d'espoir
7 jours
24 heures

Fonds communs de placement

Main table containing financial data for various funds, including columns for fund names, categories, and performance metrics.

En bref

Le bénéfice revient chez TVA

MONTREAL (PC) — Le diffuseur Groupe TVA a réalisé un bénéfice net de 6,8 millions \$ au trimestre échu le 30 septembre, par contraste avec une perte nette de 96,3 millions \$ un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires des trois mois atteint 68,1 millions \$, en recul sur les 71,6 millions \$ amassés à pareille date en 2001, indiquait hier cette division du groupe Quebecor.

La baisse des ventes est attribuée notamment aux secteurs de la production et de la distribution. Sans ce recul causé par «les décisions de rationalisation» touchant la branche TVA International, l'an dernier, les ventes auraient augmenté de 7,6 millions \$, même si ce trimestre a une semaine de moins que le correspondant en 2001.

L'an dernier, le diffuseur avait dû faire une importante radiation, suite à l'insuccès de TVA International. Par ailleurs TVA, qui bouclait jusqu'ici ses exercices fin août, le fera maintenant le 31 décembre de sorte qu'il mène cette fois-ci un exercice financier de 16 mois.

Une étape de la réorganisation a été franchie durant ce trimestre, quand TVA International et autres filiales «ont été liquidées», indique le communiqué du diffuseur.

Groupe TVA est «maintenant directement propriétaire des actifs de ces sociétés et en assumera le passif». Par ailleurs la dette bancaire de TVA International, de 20 millions \$, a été remboursée par Groupe TVA. La branche TVA Films «continue de gérer le catalogue de droits ainsi que le passif de TVA International», ajoute la compagnie.

Groupe TVA en a dégagé un bénéfice d'exploitation de 13,0 millions \$ au dernier trimestre, en hausse sur celui de 11,7 millions \$ sur la même période en 2001.

Cette progression tient à l'ajout d'un trimestre de résultats des magazines Publior, acquis en mai dernier, et à une «meilleure performance en diffusion malgré la perte enregistrée par les canaux numériques anglophones»; ces derniers ont connu une perte d'exploitation de quelque 800 000 \$.

Le «fait saillant» du trimestre, signale le président Raynald Brière, est l'acquisition des six radios AM dont

CKAC de Montréal, que possédaient de concert Astral et Télémedia, ainsi que d'une FM en partenariat avec le diffuseur Radio Nord pour 12,8 millions \$; la transaction requiert un feu vert du CRTC, attendu à la fin du printemps 2003.

Aux É.-U., la confiance des consommateurs tombe

NEW YORK (AP) — La confiance des consommateurs américains a atteint son plus bas niveau depuis 1993, en octobre, en raison de la faiblesse du marché de l'emploi et d'une possible guerre contre l'Irak.

L'indice du Conference Board est tombé à 79,4, alors qu'il était à 93,7 en septembre. Les analystes s'attendaient à un taux de 90,0. Il s'agit d'une cinquième baisse consécutive de l'indice qui sert d'indicateur économique pour les mois à venir.

L'indice est passé sous la marque de 84,9 atteint en novembre 2001, à la suite de la récession économique et des attentats du 11 septembre.

Il faut remonter à novembre 1993 pour retrouver un indice aussi bas. Il avait atteint 71,9.

La Capitale vend sa division Réseau immobilier

MONTREAL (PC) — La société La Capitale groupe financier a annoncé, hier, la vente de sa division Réseau immobilier La Capitale au président de cette dernière, Paul Legault.

La Capitale groupe financier, détenue par la Mutuelle des fonctionnaires du Québec, est active dans les assurances de personnes et de dommages, les placements garantis, fonds d'investissement, prêts hypothécaires et personnels, tandis que d'autres filiales sont dans des domaines «complémentaires ou connexes aux services financiers».

Quant à M. Legault, il oeuvre depuis la fondation en 1991 à Réseau immobilier, où il a lancé des programmes comme APEC et GVH.

Suivant la transaction, Réseau immobilier sera indépendant du groupe, mais des ententes de service restent en vigueur, dont celles régissant le courtage hypothécaire et l'assurance habitation.

Manley rappelle les banques à l'ordre

Presse Canadienne
OTTAWA

Le ministre fédéral des Finances, John Manley, a prévenu les banques à charte, hier, que tout projet de fusion doit être débattu sur la place publique, dans le cadre réglementaire prévu.

En marge d'une réunion du cabinet, il réagissait ainsi à un article du Globe and Mail révélant que la Banque de Montréal et la Banque Scotia ont vu évaluer par le cabinet du premier ministre Jean Chrétien, il y a deux semaines, un projet de fusion jusqu'alors tenu secret.

Sans référer à des discussions particulières que tiendraient des intérêts privés, M. Manley a quand même indiqué que «si des banques veulent fusionner, il existe une procédure». Toute entreprise du genre, a-t-il aussi noté, finira forcément par être connue du public.

«Je ne dirais jamais rien de discussions privées que j'aurais eues avec qui-conque, mais si quelqu'un veut mettre de l'avant un projet, cela sera connu parce qu'ils devront faire une démarche publique», a-t-il dit.

Selon le quotidien torontois, le cabinet du premier ministre Chrétien a prévenu que la fusion envisagée ne serait pas autorisée. Pour sa part, M. Chrétien a affirmé hier qu'il sera important et bénéfique de clarifier les règles régissant ces fusions.

«Ce sera mieux pour les banques, ce sera mieux pour la population de connaître la définition de l'intérêt public. Alors le ministre des Finances m'a recommandé d'en référer aux comités et j'ai accepté.»

Justement, jeudi dernier, le ministre Manley demandait à deux comités parlementaires de se pencher sur le cadre réglementaire de la fusion des banques, en ce qui a trait à l'intérêt public.

Dans une lettre au comité des Finances des Communes et à son équivalent au Sénat, il se disait d'accord avec

certain «acteurs» du secteur bancaire, mécontents de la manière dont Ottawa détermine si une fusion favorise ou non le bien commun. M. Manley affirmait aussi que son initiative n'avait pas été motivée par un nouveau projet de fusion qui aurait été soumis au gouvernement.

Les actions en bourse du secteur bancaire ont alors grimpé, suivant la perception que le ministre était plus réceptif que son prédécesseur. À l'automne de 1998, Paul Martin avait décidé que ni le mariage entre la Banque Royale et la Banque de Montréal ni celui entre la Banque CIBC et la Banque TD ne serait autorisé.

Cette fois-ci, la Banque de Montréal et la Scotia auraient entrepris en août des négociations fermes, au sein d'un petit comité formé de dirigeants des deux institutions. Le flirt entre ces deux banques remontait en fait à trois ans et il est devenu plus sérieux cet été, après que M. Manley ait dit pouvoir être plus indulgent face aux mariages entre grandes banques.

Netgraphe déclare une perte de 1,9 million \$

Presse Canadienne
MONTREAL

Malgré des résultats d'exploitation positifs, en août et septembre derniers, le gestionnaire de portails, Netgraphe, filiale du groupe Quebecor, rapporte une perte nette de 1,96 million \$ à son troisième trimestre terminé le 28 septembre dernier, sur des produits d'exploitation de 6,78 millions \$.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, Netgraphe a enregistré une perte nette de 8,87 millions \$, sur des produits de 20,90 millions \$ qui étaient en hausse de 4 pour cent par rapport au neuf premiers mois de 2001.

La perte d'exploitation de Netgraphe avant charges financières, amortissement, éléments inhabituels et impôts sur les bénéfices a été réduite à 112 000 \$ pour la période de trois mois, par rapport à la perte d'exploitation de 6,14 millions \$ de la période correspondante de 2001. Le résultat cumulé pour les neuf premiers mois de l'année présente une perte d'exploitation de 2,78 millions \$, en comparaison à une perte précédente de 17,21 millions \$ en 2001.

Le président et chef de la direction de Netgraphe, Hugues Simard, a indiqué que sa compagnie a atteint, pour la première fois de son histoire, son objectif de rentabilité opérationnelle en août et septembre en présentant un résultat d'exploitation positif.

Netgraphe regroupe, notamment, les sites Canoe.ca, Canoe.qc.ca, La Toile du Québec, Webfin.com et Megagiciel.com, de même que Jobboom.com, Autonet.ca, ReseauContact.com, Shop.canoe.ca et ClassesExtra.ca. Par l'entremise de sa filiale Progisia Informatique, Netgraphe offre aussi des services-conseils en technologies de l'information.

Quebecor World veut réduire son effectif en France

Presse Canadienne
TORONTO

L'imprimeur Quebecor World espère réduire de plus de 10 pour cent son effectif en France, d'ici la fin de l'année, a affirmé son président Charles Cavell, hier en conférence téléphonique.

«Nous allons régler en France», a souligné M. Cavell, sans toutefois préciser le nombre de ces abolitions de poste.

Des négociations se poursuivent avec les employés, «alors je ne veux pas être trop spécifique. Car rien n'est décidé tant qu'il n'y a pas d'entente entre la compagnie et les employés».

Selon son site Internet, Quebecor World a environ 6000 employés en Europe, répartis dans 29 usines dans sept pays. Un porte-parole de la société a toutefois refusé de dire combien il y en a précisément en France.

L'imprimeur, qui annonçait lundi un bénéfice net de 98,5 millions \$ US au troisième trimestre, estime obtenir de bons résultats en Europe, sauf en France où il doit composer avec la loi des 35 heures pour la semaine de travail et une concurrence plus forte ve-

nue d'Allemagne. De plus les coûts de la main-d'oeuvre française sont élevés et la loi restreint les façons de restructurer des activités non rentables.

Quebecor World veut regrouper certaines imprimeries et abandonner ce qu'il appelle des «technologies non concurrentielles».

Pour l'ensemble de l'Europe, le chiffre d'affaires trimestriel était de 248 millions \$ US, en hausse de 17 pour cent grâce notamment à l'achat des activités d'impression de Hachette Filipacchi, une division du groupe industriel Lagardère.

Globalement, le plus important imprimeur commercial au monde s'attend à «affronter des vents contraires au milieu de l'an prochain», a anticipé M. Cavell, «mais nous maintenons notre engagement de rendre cette entreprise encore plus efficace».

Par ailleurs Charles Cavell, qui a maintenant 60 ans, a confié que son éventuel remplacement à la tête de la compagnie est «une question à l'étude. Je ne rajeunis pas et la relève est excellente».

Hier à la Bourse de Toronto, l'action Quebecor World a progressé de 0,30 \$ pour clore à 37,46 \$.

Faites l'expérience coopérative!



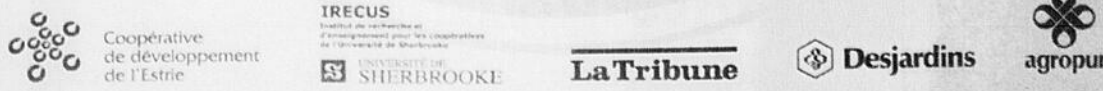
Salon de la coopération 2002

Dans le cadre des activités de la semaine de la coopération 2002, la *Coopérative de Développement de l'Estrie* (CDE) en partenariat avec l'*Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke* (IRECUS) invitent cordialement la population estrienne à faire une expérience coopérative hors du commun en venant rencontrer les exposants coopératifs au Salon de la coopération.

Date : Mercredi le 30 octobre 2002
Heure : 11h30 à 15h30
Lieu : Entrée du Pavillon Univestrie (Centre sportif - Pavillon J1) Campus Ouest de l'Université de Sherbrooke

Secteurs coopératifs représentés : alimentation naturelle, funéraire, services à domicile, habitation, solidarité, centre de la petite enfance et plusieurs autres !

Événement réalisé en collaboration avec :



LES LENDEMAINS DU RÉFÉRENDUM DE SHERBROOKE

UN REPORTAGE SUR LA BATAILLE CRÉÉE AUTOUR D'UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

Estrie Ce Soir 18h

Animateur : Réjean Blais
Réalisateur : Daniel Couture

www.radio-canada.ca/estrie



50 ans

Ici Radio-Canada Estrie



Ottawa s'attaque à l'obésité

Terry Pedwell (PC)
OTTAWA

Le gouvernement fédéral a décidé d'investir 15 millions \$ dans la recherche sur l'obésité pour déterminer pourquoi autant de Canadiens, et surtout de jeunes Canadiennes, souffrent d'obésité.

«De plus en plus de Canadiens deviennent conscients du problème de l'obésité et de la nécessité d'en chercher les causes», a déclaré mardi la ministre de la Santé, Anne McLellan, en annonçant le nouvel investissement en recherche dans une école publique de la ville.

Les chercheurs tenteront notam-

ment de comprendre pourquoi les jeunes filles sont plus sédentaires à leur adolescence, et qu'est-ce qui encourage les gens à trop manger.

Plus du quart des enfants canadiens et la moitié environ des adultes sont trop gras, selon les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC).

L'obésité est un facteur de diabète et d'hypertension, et joue un rôle dans plusieurs autres maladies qui coûtent 1,8 milliard \$ par année en perte de revenus et soins de santé au Canada.

Selon le docteur Diane Finegood, directeur scientifique de l'IRSC, il convient de se poser de sérieuses questions sur les origines de l'obésité de nombreux Canadiens.

«Nous savons que les jeunes filles réduisent de façon significative leurs

activités à l'adolescence, mais nous ne faisons pas pour y remédier, a-t-elle signalé. C'est là que la recherche peut donner des résultats importants pour l'avenir.»



Fonds Yvan Boisvert

En octobre 1943, Yvan Boisvert de Sherbrooke (4^e de gauche, assis à l'avant) suit la formation de milice avancée au centre d'entraînement de Farnham. Ce centre, créé en 1940, offre aux réservistes une formation leur permettant de s'acclimater aux situations de combat telles qu'elles se présentent en Europe. À leur arrivée, les soldats sont divisés en groupe de 80. Chaque entité ainsi créée occupe un dortoir particulier.

Recherche: André Tessier

75^e

Visitez l'exposition

SHERBROOKE,
200 ANS D'HISTOIRE EN 200 PHOTOS

Du mois de juin au mois de novembre replongez dans l'histoire à travers 200 photographies et gravures. Des textes historiques accompagnent votre périple et d'anciens appareils photographiques vous rappellent les débuts de la photographie.



La Société d'histoire de Sherbrooke
275, rue Dufferin, Sherbrooke
Québec, J1H 4M5
(819) 821-5406
www.shs.ville.sherbrooke.qc.ca

Salle de
l'American-Bilrite

83714



La vie selon Mark

Écouter son cœur
Communiquer ses valeurs
Partager son bonheur

Aujourd'hui, après plusieurs mois d'attente, une transplantation cardiaque et 14 transfusions, je déborde de vie et je m'entraîne pour moi, mes enfants... et les prochains Jeux mondiaux des greffes.

Merci

Info-collecte:
514 832-0873 • 1 800 343-7264
www.hema-quebec.qc.ca



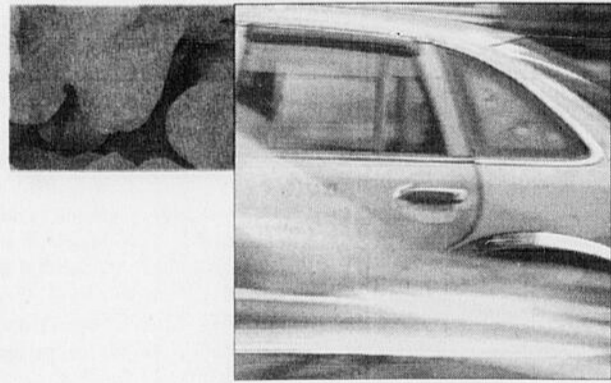
DONNEZ DU SANG. DONNEZ LA VIE.

83674

Agir contre les changements climatiques

Ensemble, on peut y arriver.

Vos choix peuvent changer les choses



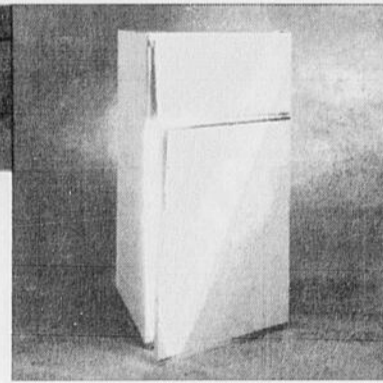
Les véhicules

Le véhicule que vous achetez et l'entretien que vous lui réservez peuvent avoir une incidence sur l'environnement. Les programmes ÉnerGuide pour les véhicules et Le bon Sens au volant peuvent contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à diminuer votre consommation d'essence et à vous faire économiser de l'argent.



Les maisons

Avec l'aide des normes R-2000 et du programme ÉnerGuide pour les maisons, vous pouvez augmenter l'efficacité énergétique et réduire vos factures d'énergie — une excellente nouvelle pour l'environnement et pour votre budget.



Les électroménagers

Si vous souhaitez protéger l'environnement, réduire vos factures de services publics au minimum et profiter des meilleures offres sur les électroménagers, laissez Energy Star® et ÉnerGuide pour les électroménagers éclairer votre achat.



Quand il est question de changements climatiques, il faut passer à l'action. C'est notre responsabilité à tous. Pour en savoir davantage sur les actions prises par le gouvernement du Canada et ce que vous pouvez faire, composez le 1 800 O-Canada, ATME 1 800 465-7735 ou visitez le site canada.gc.ca.



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Ottawa agit dans la quasi-illégalité

La vérificatrice générale accuse le gouvernement de violer la Loi sur l'assurance-emploi

La Presse
OTTAWA

La vérificatrice générale, Sheila Fraser, accuse le gouvernement Chrétien de violer carrément la Loi sur l'assurance-emploi en imposant des

taux de cotisation plus élevés que nécessaires aux employés et aux employeurs et en continuant d'accumuler des surplus records dans le compte de l'assurance-emploi.

Cette pratique d'Ottawa, qui lui a permis d'accumuler un surplus de 40 milliards de dollars dans ce compte depuis 1996, frise l'illégalité, soutient Mme Fraser dans une analyse critique contenue dans la dernière livraison des comptes publics du Canada, qui passent en revue les états financiers du gouvernement lors de l'exercice financier 2001-2002 qui a pris fin le 31 mars.

Dans cette analyse, Mme Fraser conclut, graphique à l'appui, que le gouvernement Chrétien aurait mis deux ans de plus à éliminer le déficit s'il n'avait pas mis la main sur les surplus du compte de l'assurance-emploi. Ainsi, le fédéral aurait affiché un surplus en 1999-2000 seulement au lieu de réussir l'exploit en 1997-1998, quand il a engrangé un excédent de 3,8 milliards de dollars. La vérificatrice générale soutient que le surplus de 8,9 milliards de dollars du dernier exercice financier aurait été de quatre milliards de moins sans l'excédent du compte de l'assurance-emploi.

«En raison de sa taille, le pro-

gramme d'assurance-emploi a un effet important sur les résultats financiers du gouvernement. Les états financiers montrent qu'environ 10% du total des recettes du gouvernement proviennent des cotisations d'assurance-emploi», souligne Mme Fraser dans son analyse. «Je ne peux conclure que l'esprit de la Loi sur l'assurance-emploi a été observé pour ce qui est de l'établissement des taux de cotisation», ajoute la vérificatrice, qui entend se pencher davantage sur cette épineuse question dans son prochain rapport trimestriel qui sera déposé aux Communes en décembre.

Ce n'est pas la première fois que le chien de garde des contribuables fait des remontrances au gouvernement Chrétien dans le dossier du compte de l'assurance-emploi. Mais c'est la première fois qu'elle critique aussi sévèrement le fédéral en affirmant qu'il ne respecte pas l'esprit de sa propre loi.

Pouvoirs suspendus

À l'heure actuelle, le taux de cotisation des employés à la caisse de l'assurance-emploi s'élève à 2,20 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de gains assurables. Les employeurs, eux versent 1,4 fois cette somme à la caisse, soit

3,08 \$.

Le ministre des Finances, John Manley, qui fera une mise à jour de la situation économique qui prévaut au pays aujourd'hui à Halifax, doit annoncer les taux de cotisation qui s'appliqueront en 2003 avant la fin de novembre.

Selon les calculs de l'actuaire en chef de la Commission de l'assurance-emploi, Michel Bédard, le fédéral aurait besoin d'un excédent d'environ 15 milliards dans le compte de l'assurance-emploi pour subvenir aux besoins des chômeurs au pays durant une récession. M. Bédard estimait l'an dernier que le surplus était tel que le fédéral aurait pu réduire les cotisations des salariés à 1,75 \$ et cela sans que le compte soit déficitaire comme c'était le cas au début des années 1990.

En vertu de la loi, il incombe à la Commission de l'assurance-emploi de fixer annuellement les taux de cotisation qui permettent le mieux, au cours d'un cycle économique, d'assurer un apport de revenu suffisant pour couvrir les coûts du programme et maintenir une certaine stabilité des taux. Toutefois, le gouvernement Chrétien a suspendu les pouvoirs de décision de cette commission l'an dernier pour 2002 et 2003 «afin de mener des consultations publiques et de mener une étude» sur la meilleure façon d'établir des taux de cotisation dans l'espoir de, faire taire les critiques des partis d'opposition aux Communes, des travailleurs et des chômeurs au sujet de l'utilisation des surplus de la caisse.

Or, ces consultations n'ont toujours pas eu lieu et Mme Fraser s'inquiète de voir qu'Ottawa n'a toujours pas pris de décision au sujet du surplus acceptable que l'on devrait maintenir dans le compte, du temps requis pour l'atteindre et des autres facteurs à considérer avant d'établir les taux de cotisation. «Je presse le gouvernement d'effectuer son étude rapidement et de mettre fin à cette question qui traîne depuis quelques temps déjà», souligne Mme Fraser.

Depuis 1986, les cotisations de l'assurance-emploi, comme la majorité des autres recettes du gouvernement, sont versées dans le compte bancaire du gouvernement. Il n'existe donc pas de compte bancaire séparé pour l'excédent de l'assurance-emploi de 40 milliards de dollars au 31 mars 2002. Mais le gouvernement utilise quand même dans sa comptabilité un «compte» d'assurance-emploi afin d'assurer le suivi de tout excédent ou déficit accumulé dans le cadre de ce programme, comme le veut la loi.

Afin d'empêcher le gouvernement d'utiliser les surplus provenant des cotisations de l'assurance-emploi à d'autres fins, les partis d'opposition, les syndicats et les employeurs réclament à l'unisson la création d'une caisse séparée de l'assurance-emploi.



Venez.

Conseillers chevronnés, professionnels réputés, services de qualité... seules les solutions comptent. Joignez l'utile à l'agréable au centre-ville de Sherbrooke. Venez.



Vivez votre centre-ville!

bingo

NadeauBellavance

MC MONTY COULOMBE

Desjardins

Pommes de terre du Québec - Canada #1
2,99\$ sac de 20 lb

Pommes de terre rouges
du Québec - Canada #1
1,99\$ sac de 5 lb

Pommes de terre Russet
de l'Île du Prince-Édouard
1,99\$ sac de 5 lb

Pommes de terre à Chair Jaune
de l'Île du Prince-Édouard
2,99\$ sac de 5 lb

Pommes de terre Idaho :
De forme aplatie, elle est considérée la meilleure pour la cuisson au four.

Pommes de terre à Chair bleue :
Savoir exceptionnelle, elle conserve sa belle couleur, même après la cuisson... faites une bonne salade de pommes de terre bleues!

Patates douces :
Plus sucrée que la pomme de terre, elle est employée comme légume ou en dessert (biscuits, tartes, ...).

Spéciaux valide jusqu'au 1^{er} novembre 2002

LA FRUITERIE - LE VÉGÉTARIEN
C'est naturel

SHERBROOKE : Terrasses 777 et coin King Jacques-Cartier

DEMAIN, OUVREZ L'OEIL!

SAO